

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21334 - 79ÈME ANNÉE

Liste de rassemblement PCR, PS, Ansanm, Banian, EELV et Cilaos conduite par Audrey Belim

Sénatoriales : rassemblement pour faire respecter les collectivités réunionnaises et leur population

Pour La Réunion, la décentralisation a pu également s'accompagner de désengagement de l'État vis-à-vis des collectivités. Un des objectifs de la liste de rassemblement aux sénatoriales conduite par Audrey Belim comprenant notamment le PCR est de lutter pour que les collectivités de La Réunion puissent avoir droit à l'accompagnement nécessaire de l'État pour faire face à leurs missions.

A La Réunion, plus de 40 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Ceci a pour conséquence de faire de La Réunion une région prioritaire en termes d'aides de l'Union européenne : elle fait partie de l'Objectif convergence. C'est ce qui lui donne droit à des fonds disponibles s'élevant aux alentours de 2 milliards d'euros pour chaque programmation de 6 ans.

En termes de recettes fiscales pour les collectivités, cette situation fait que le potentiel est donc nettement moins important par habitant que pour les collectivités situées en France.

Certes existe à La Réunion l'octroi de mer, mais sa recette est inférieure à celle de la TVA et à la différence de cette dernière, l'octroi de mer ne taxe pas les produits de première nécessité. De plus, l'existence de cette ressource est constamment remise en cause au niveau international par les partenaires commerciaux de l'Union européenne qui considère l'octroi de mer comme une barrière tarifaire qui doit être abolie.

Accompagnement de l'État pas à la hauteur

Ces différentes données montrent bien que pour faire face à leurs responsabilités dévolues par les

différentes lois de décentralisation, les collectivités réunionnaises ont besoin que l'accompagnement de l'État soit à la hauteur. Cela est d'autant plus important qu'à la différence des collectivités en France, celles de La Réunion doivent faire face à des dépenses d'investissements qui n'existent pas là-bas, telles que la construction de réseaux d'adduction d'eau potable et d'assainissement, d'écoles, de collèges et de lycées. Ces dépenses spécifiques à notre îles sont dues d'une part au retard d'équipement avant les lois de décentralisation, et d'autre part au dynamisme de notre démographie qui impose la construction de nouvelles infrastructures.

Mais un premier problème se pose avec l'aide directe de l'État aux collectivités via la dotation globale de fonctionnement. Son ratio par habitant pour des communes de strate équivalente est inférieur à La Réunion par rapport à la France.

Compenser financièrement les compétences transférées

Se pose aussi la question de la compensation financière des compétences dévolues aux collectivités via les lois de décentralisation. Par exemple, le Département n'arrivait manifestement pas à gérer le RSA avec l'enveloppe donnée chaque année par Paris. En conséquence, il a préféré abandonner cette responsabilité qui est revenue à la CAF. Le Département doit notamment en effet construire des collèges notamment, afin de répondre à la croissance démographique, tout en faisant face aux énormes besoins en termes d'action sociale d'une population gravement touchée par la pauvreté.

En conséquence, il importe que la voix des collectivités puisse être entendue et prise en compte à Paris. Ce sera une des importantes missions fixée aux

élus que compte avoir la liste de rassemblement comprenant le PCR, le PS, Ansanm, Baniyan, EELV et Cilaos.

L'union est donc mobilisée au service de la défense de l'intérêt collectif, car faire respecter les collecti-

vités réunionnaises, c'est surtout faire respecter la population de La Réunion.

M.M.

Au lendemain de l'annonce de l'élargissement des BRICS à 6 pays dont l'Iran, l'Arabie Saoudite, les Emirats arabes unis et l'Egypte

« Xi Jinping insiste sur les efforts accrus nécessaires pour construire un beau Xinjiang dans la poursuite de la modernisation chinoise »

Un article de l'agence Xinhua paru le 27 août rend compte de la visite de Xi Jinping, secrétaire général du Parti communiste chinois et président de la Chine, au Xinjiang, une province chinoise majoritairement musulmane. Cette visite eut lieu au lendemain de la participation de Xi Jinping au Sommet des BRICS où fut acté l'élargissement de l'organisation à 6 pays dont 4 majoritairement musulmans : l'Iran, l'Arabie Saoudite, les Emirats arabes unis et l'Egypte.

« Le président chinois, Xi Jinping, a appelé samedi à saisir fermement le positionnement stratégique du Xinjiang dans la situation nationale globale et à faire davantage pour bâtir un beau Xinjiang dans le processus de poursuite de la modernisation chinoise.

M. Xi, qui est également secrétaire général du Comité central du Parti communiste chinois (PCC) et président de la Commission militaire centrale, a tenu ces propos après avoir été informé, à Urumqi, des travaux du comité du Parti pour la région autonome ouïgoure du Xinjiang (nord-ouest), du gouvernement régional et du Corps d'armée de production et de construction du Xinjiang.

Il a exigé des efforts approfondis, minutieux, concrets et soutenus afin de développer un beau Xinjiang uni, harmonieux, prospère et culturellement avancé, avec des écosystèmes sains et des habitants vivant et travaillant dans le bien-être, dans le processus de poursuite de la modernisation chinoise.

M. Xi s'est rendu au Xinjiang après être rentré en Chine après le 15e sommet des BRICS et sa visite d'Etat en Afrique du Sud.

Reconnaissant les réalisations du Xinjiang dans divers aspects, M. Xi a déclaré que le travail lié au Xinjiang revêtait une importance particulière dans le travail du Parti et du pays, et concernait la tâche globale consistant à faire de la Chine un pays socialiste moderne fort sur tous les fronts et à promouvoir le renouveau de la nation chinoise.

Des efforts doivent être déployés non seulement pour résoudre les problèmes majeurs qui entravent actuellement le développement et la stabilité du Xinjiang, mais également pour prendre des dispositions à long terme visant à promouvoir un travail fondamental, de base et à long terme pour une prospérité et une stabilité durables dans la région, a-t-il déclaré.

Le maintien de la stabilité sociale est une priorité absolue, a déclaré M. Xi, appelant à des efforts pour coordonner le travail consistant à maintenir la stabilité et à faire progresser le développement, les deux aspects se promouvant mutuellement. Il a également appelé à des efforts pour renforcer l'état de droit afin de construire une base juridique solide pour une stabilité durable.

Le mécanisme de prévention et de désamorçage des risques majeurs et des dangers potentiels doit être amélioré, a indiqué M. Xi, ajoutant que la lutte contre le terrorisme et le séparatisme doit être intégrée au travail de maintien de la stabilité d'une manière constante et fondée sur la loi.

Forger un fort sentiment d'appartenance à la nation chinoise est un point central du travail du PCC sur les affaires ethniques dans la nouvelle ère et de tout le travail dans les régions avec de grandes popula-

tions de minorités ethniques, a poursuivi M. Xi. Il a indiqué que l'éducation au mandarin oral et écrit doit être résolument menée pour améliorer la conscience et la capacité des gens à l'utiliser. Il a également souligné l'importance de renforcer la protection et l'utilisation des reliques et du patrimoine culturels afin d'aider les fonctionnaires et le public à développer une compréhension précise de l'Etat, de l'ethnie, de l'histoire et des religions.

M. Xi a appelé à renforcer l'éducation à la civilisation moderne et à la science chez les jeunes et les adolescents et à les encourager à s'impliquer dans la vie moderne. Il a insisté sur la promotion d'une nouvelle urbanisation centrée sur le peuple et sur la promotion des échanges et des interactions entre tous les groupes ethniques. Selon M. Xi, le Xinjiang doit prendre l'initiative de saisir les nouvelles opportunités découlant de la volonté de la nation de créer un nouveau modèle de développement, de promouvoir un développement de haute qualité et de faire avancer la modernisation chinoise.

Le Xinjiang doit faire progresser l'innovation dans les domaines des sciences et des technologies, encourager et développer les industries présentant des avantages uniques, et développer activement les industries émergentes. Des efforts doivent être déployés pour accélérer la construction d'un système industriel moderne qui reflète les caractéristiques et les forces du Xinjiang, et aider le Xinjiang à progresser sur la voie d'un développement de haute qualité, a-t-il ajouté.

Pour parvenir à la stabilité sociale et à un développement de haute qualité au Xinjiang, la tâche la plus ardue se situe dans les zones rurales, a affirmé M. Xi, mettant l'accent sur le travail de consolidation et de développement des réalisations en matière de réduction de la pauvreté et de promotion de la revitalisation rurale.

Il a appelé à davantage de coopération industrielle et d'échanges de personnel entre le Xinjiang et le reste du pays, et a encouragé les habitants du Xinjiang à travailler en dehors de la région et les habitants d'autres parties du pays à créer des entreprises et à vivre au Xinjiang.

Grâce à ses avantages géographiques uniques, le Xinjiang doit accélérer sa construction pour devenir la porte d'entrée de l'ouverture de la Chine vers l'ouest, a déclaré M. Xi.

M. Xi a demandé aux membres du Parti et aux fonctionnaires de rester engagés auprès de la population et de leurs quartiers. Selon lui, les organisations du Parti au niveau primaire doivent être renforcées pour s'informer des préoccupations du peuple et répondre en temps opportun à ses difficultés et problèmes.

Il a souligné la nécessité de mieux raconter l'histoire du Xinjiang dans la nouvelle ère à travers de multiples canaux afin de montrer un Xinjiang ouvert et confiant, tout en réfutant les déclarations erronées et malveillantes visant le Xinjiang.

Le Xinjiang s'ouvrira plus largement au tourisme et encouragera les touristes nationaux et étrangers à voyager dans la région, a-t-il déclaré.

M. Xi a insisté sur le maintien de la direction générale du Parti et sur le renforcement de l'édification du Parti au Xinjiang. Il a souligné l'importance de maintenir résolument l'autorité du Comité central du Parti et sa direction centralisée et unifiée.

Cai Qi, membre du Comité permanent du Bureau politique du Comité central du PCC et membre du Secrétariat du Comité central du PCC, a assisté à la réunion d'information. »

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Pliss in santène limèb nèv déza indéssan ! Kissa i fé koué ladan pou in rézilta konmssa ?

Mézami dann noute laktyalité néna lo problèm lojman. Biensir néna lo manke lojman mé pa arienk sa. Néna ossi bann lojman indéssan épi néna sak lé pa okipé par pèrsonne. Mi panss noré kékshoz a fèr pou règ toute problèm konmssa.

Yèr midi édmi M. Fontaine la vni dann zoinal télé dsi Rényon promyèr é ankor in foi li la anparl lojman mé sirtou lo mal-lojman é sa é kékshoz i égziss in pé partou dann toute landroi, dann toute komine é opliss i sava, opliss bann problèm lojman i agrav.

Mwin la fine dir bann zémision konmssa lé intéréssan par lo ban késtyon demoune i poz épi la répons bann zinvité an zénéral lé intéréssan. Néna défoi ni pé d'mande anou dann kèl péini lé. Inn-dé légzanp i pé eklèr in pé noute lantern :

In madam i apèl pou dir èl lé lokatèr dann in lojman nèv, mé oila dopi k'èl la rante ladan èl la pankor gingn pran la doush pars lo lé pa évakyé par an-ba mé li romonte par an-o épi sa i fé ké son l'apartman lé plin d'lo an in néstan. Donk èl i profèr pa pran la doush ditou... La fote pa d'shanss ? Bin non, sé in ka zénéral é si néna trante zapartman dann limèb, néna trante sal de bin demoune i gingn pa pran in sinp doush.

Lo prezantatèr i poz in késtyon. li di M. Fontaine, kan la promyèr minist la vni la Rényon li la ésplike aèl in ka, — ni pé di trante mil ka. Néna trante mil lozman na

poin lokatèr dodan, i pé pa z'ète atribyé. Pou kossa ? Pars néna poin lo bann komodité k'i fo mèm si zot lé a popré nèv. Donk lo prezantatèr i domann si dopi la vizite la sèf gouvèrnman si lé shoz la shanjé. Li réponn la pa shanjé, lé touzour parèye é lo bann million promi ? I di i sava arivé, mé a la vitèss torti.

Astèr méssyé Fontaine la donn in shif i pé fé rofléshi anou : Néna pliss inn santène limèb nèv lé déza indéssan donk i pé pa mète demoune dedan... In késtyon : sa i éspass dann l'Afrik sansa dann Madagaskar ? Non, sa i éspass dann la flèr l'oséan indien i apèl La Rényon é lé pa prévi d'arété toutsuite konmssa.

Biensir la parl ossi bann lozman mankan. I manke in kantité é la pa sète ané nou va ratrapé, la pa l'ané proshène non pli. Si i kontinyé mi panss nou lé pa pou ratrape sa avan in ta avèk in paké d'zané... Poitan in pé partou néna limèb i pouss konm shanpignon... Mé si pou fini konm lozman indéssan, ni pé dir sa i ansèrv ar pa arien... Aprés, si bann bayèr sossio i ashté bann lozman privé é ké sa i déboush konm nou la fine oir.

A bon antandèr, salu !

Justin